

Crise de l'État et stratégies de survie des femmes Bayam-Sellam au Cameroun

Martine Ngo Nyemb-Wisman

Doctorante

Centre d'Études du développement

U.C.L. Louvain-la-Neuve (Belgique)

Introduction

La présente réflexion part du constat que l'élimination de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, bien que constituant les objectifs essentiels du Millénaire 2015 et de la Première Conférence mondiale sur les femmes en 1975 à Mexico, signés et ratifiés par le Cameroun, ne se sont pas traduites significativement dans les faits. Et pour cause, depuis la fin des rivalités géopolitiques Est/Ouest qui consacre la mondialisation libérale, les politiques d'ajustement structurel et culturel, les conditionnalités politiques et économiques régulent explicitement ou implicitement les architectures sociopolitique et économique des États en général et de l'État camerounais en particulier. Dans ce contexte, l'État a progressivement perdu son pouvoir souverain de protecteur, d'employeur, de développeur et d'instituteur sociopolitique.

État dépendant structurellement de l'extérieur, contraint à un mimétisme institutionnel et contraint de s'ajuster à la loi du marché par les acteurs centraux de la finance internationale (FMI, Banque mondiale, multinationales, puissances coloniales tutélaires), le Cameroun a vu sa capacité distributive de capitaux économiques et de progrès social fortement mise à mal. Il en est résulté des déséquilibres multiformes qui entravent considérablement sa lutte contre la pauvreté, la promotion de l'égalité des sexes et de l'*empowerment* des femmes. Structurellement plus touchées que les hommes par cette situation, environ 85% des femmes camerounaises entreprennent des activités génératrices de revenus dans le secteur de l'économie informelle ou populaire. En milieu urbain tout comme en milieu rural, l'extraordinaire développement de ces activités permet à la majorité de ces femmes, parmi la population active la plus défavorisée et la plus infériorisée, d'inventer des alternatives de survie visant plus la satisfaction des besoins pratiques (*practical needs*) que des intérêts stratégiques (*strategic needs*) au sens de transformations structurelles et d'accès à plus d'égalité et de liberté.

Nous poursuivons ici un double objectif. D'une part, nous mettons en évidence l'amplitude des dimensions à prendre en considération quand on traite de l'articulation entre des catégories conceptuelles telles que l'État, la pauvreté et les inégalités sociales à visage féminin. D'autre part, nous posons un regard critique sur les conséquences macro-sociétales

des pesanteurs « du haut », ce qui nous permettra de saisir les facteurs d'exclusion et les stratégies de survie et d'autonomisation développées par une catégorie spécifique de femmes, les Bayam-Sellam (1), afin de voir dans quelle mesure des bifurcations sont possibles pour faire prendre en compte les initiatives « du bas », pré-conditions d'un développement intégrateur du genre féminin.

1. Affaiblissement de l'État, inégalités de genre et féminisation de la pauvreté

Au seuil de 1990, l'État interventionniste camerounais hérité de la décolonisation est disqualifié par les créanciers néolibéraux occidentaux et soumis à leur management parce qu'insolvable et incapable de réaliser sa promesse de développement.

1. 1. Neutralisation du *Welfare State* post-colonial

Malgré de nombreuses richesses naturelles dont dispose le pays (pétrole, minerais), la machine de la politique économique du Cameroun s'est dérégulée profondément en 1987 sous la gestion néo-patrimoniale de l'élite au pouvoir (Badie, 2006) amputant l'État de ses capacités redistributives et aggravant la spirale de la pauvreté et des inégalités de genre et de tout genre. Incapable d'établir les équilibres macroéconomiques sans l'intervention des forces financières extérieures, l'État camerounais a été contraint de souscrire au corpus et au principe idéologique libéral et de se soumettre aux politiques d'ajustement structurel et aux conditionnalités inhérentes. Celles-ci ont pris un visage politique (l'État de droit démocratique), un visage économique (la loi du marché libre échangiste), et un visage social (la neutralité du *Welfare State*). Il en est résulté la réinterprétation de la nature et des prérogatives de l'État qui désormais, ne devant son *empowerment* de développeur et de protecteur qu'aux créanciers de la communauté internationale, aliène la singularité de sa culture et ses orientations nationales aux aides bi- ou multilatérales.

Deux décennies plus tard, les résultats de l'opérationnalisation des politiques d'ajustement structurel qui s'imposent et excluent d'emblée les solutions parallèles et alternatives sont décevants et affaiblissent davantage l'État camerounais. Force est de constater qu'aujourd'hui, malgré les efforts de redressement économique, les indicateurs macroéconomiques et les indicateurs du développement social et humain sont au rouge et que le pays reste en dessous des objectifs du Millénaire. Classé pays pauvre très endetté (PPTÉ), il passe de la 129^e place en 2009 à la 131^e en 2010 sur 169 pays dans le classement à l'IDH calculé par le PNUD et publié en 2010.

1. 2. Pauvreté et inégalités structurelles à visage féminin

Alors que les créanciers internationaux définissent la pauvreté sous l'angle monétaire et utilitariste comme l'incapacité d'un individu à subvenir à ses besoins essentiels, pour l'économiste développementaliste Amartya Sen, la pauvreté n'est pas qu'une question d'insuffisance de ressources, de revenus. Elle tient aussi en termes de capacités, c'est-à-dire « en termes de libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter » (Sen, 1999). Courade (2000) la caractérise pour sa part comme l'incapacité d'être responsable de sa famille. Pour lui, le patrimoine et les revenus apparaissent comme la partie d'un ensemble plus large de ressources, incluant les réseaux relationnels, l'influence ou les pouvoirs religieux, les ressources devenant alors la condition requise pour le bien-être social. Cette perspective multidimensionnelle de la pauvreté nous permet d'articuler la question de la pauvreté et du genre autour du concept de privation de liberté, de droits et de capacités relevant des différentes dimensions de la vie. Dans cette perspective, les pauvres sont les personnes « socialement décédées » (Winter, 2001) ou les groupes vulnérables privés d'un capital social leur permettant de domestiquer leur

environnement. Partant, ne faudrait-il pas renégocier les rapports de pouvoir dans les relations productives, culturelles et de sécurisation de l'activité économique afin de réduire les inégalités structurelles touchant principalement les femmes ?

Au Cameroun, en dépit de quelques améliorations dans certains domaines qui, formellement, reconnaissent à la femme un éventail de droits économiques, sociaux, civils et politiques, force est de constater qu'elle paie le prix fort des effets pervers de l'affaiblissement de l'État et souffre plus que d'autres catégories sociales de la pauvreté monétaire et capacitaire.

Aujourd'hui, l'observation générale de la condition féminine est la suivante : les femmes accèdent plus difficilement que les hommes à l'éducation, à la santé, au marché du travail, aux revenus, au crédit, à la terre, aux technologies et aux processus de décision. Et, tant les critères economico-utilitaristes que les indicateurs de développement humain spécifiques au sexe mettent en lumière des réalités et problématiques féminines alarmantes : paupérisation extrême, conditions de vie indécentes, violences de divers ordre, analphabétisme, exclusion politique, marginalisation économique, sous-valorisation sociale, stigmatisation des femmes par une hiérarchisation sexuée des salaires, etc. Ces désavantages que subissent les femmes constituent une source majeure de pauvreté et d'inégalité (Sen, 1999).

Et, dans un territoire social de « la politique du mâle » (Milet, cité par Schwartzberg, 1998, pp.336-340) qui culturellement nie l'identité propre de la femme et ne définit son existence que par rapport à la référence masculine, l'histoire des femmes camerounaises est essentiellement une histoire de grandes inégalités et exclusions : elles vivent une double segmentation : verticale, qui les maintient dans des postes à faible responsabilité et horizontale, qui les confine dans un nombre restreint d'activités. Dans l'espace rural, en raison des conditions de vie précaires et des migrations, le rayon d'activité des femmes est très large : chefs de famille, entretien de la maison, agriculture, etc. En milieu urbain, leur manque de formation explique partiellement qu'elles soient pénalisées en matière d'emploi, notamment.

1. 3. La parole aux chiffres

Bien que les femmes représentent plus de 51% de la population de 19,4 millions d'habitants début 2010, au niveau de la participation politique et des instances décisionnelles, elles n'occupent que 23 des 180 sièges à l'Assemblée nationale où se décident entre autres des orientations susceptibles de modifier la condition de la femme. Aucune ne s'est encore présentée à l'élection présidentielle, tandis que, sur près de 200 partis politiques autorisés au Cameroun, un seul a été créé par une femme, avant de se fondre par la suite dans le parti au pouvoir. On compte 5 femmes secrétaires générales de ministères (sur environ 30) ; elles ne représentent que 28,7% dans la fonction publique avec une prédominance dans les secteurs sociaux (éducation, santé, affaires sociales et promotion de la femme), et une femme est recteur d'université sur les 5 que compte le pays.

Au niveau de l'emploi, les statistiques démontrent que 80% de la main-d'œuvre urbaine féminine travailleraient dans le secteur informel (zones franches à faibles revenus,) et que plus de 80% des ménages tireraient une partie de leurs revenus de ce secteur informel, notamment dans le secteur du commerce où elles sont essentiellement détaillantes (81% des revendeuses des produits vivriers ou les Bayam-Sellam alors que 91% des grossistes sont des hommes contre 9% des femmes,(Tchouassi, 2000, p. 438). Il existe un écart très significatif entre le salaire des hommes et celui des femmes, de même qu'on note des inégalités dans les structures et les politiques économiques dans toutes les formes d'activités productives, d'accès aux ressources, d'accès à l'emploi, à un travail décent. Et ce, malgré les engagements

politiques et les conventions internationales (dont, entre autres, celles de la CEDEF, 1998, de l'OIT, 1951, 1958, 1983).

La différence entre le taux d'emploi des femmes dans la population féminine et celui des hommes dans la population masculine était de 22,7% en 2007, exactement comme en 1997 (OIT, 2008). En ce qui concerne la part des femmes dans les emplois rémunérés et salariés, elle se situait à 15% seulement, ce qui représentait la moitié de la part des hommes à la même date en 2007. Il existe par ailleurs une différence significative entre le taux de chômage des jeunes femmes et celui des jeunes hommes : 13,9% pour les femmes et 10,6% pour les hommes (OIT, 2008).

Les femmes ne sont que 2,8% dans les activités salariées contre 12% pour les hommes et ne représentent que 7% dans l'industrie, et 8% dans l'entrepreneuriat formel. Parmi les femmes, 70% d'entre elles de moins de trente ans sont au chômage, seule une sur cinq a un emploi dans le secteur formel. Par-dessus tout, les secteurs dans lesquels les femmes travaillent de manière informelle ne sont pas inscrits dans les répertoires des comptes nationaux reprenant les priorités d'investissement.

En 2008, si l'on prend le pouvoir d'achat, on comptait 35% de femmes sans revenus contre 22% pour d'hommes. Elles travaillent à plus de 70%, n'obtiennent que 67% du salaire masculin et ne détiennent que 1% des terres. Par ailleurs, l'analyse ciblée sur les ménages pauvres indique que les foyers dirigés par une femme constituent un groupe vulnérable. Ceci reste particulièrement vrai pour les ménages monoparentaux dans lesquels l'incidence de la pauvreté est trois fois plus importante (33,1%) que pour ceux dont le chef est un homme (13,2%).

En ce qui concerne l'accès à l'éducation et à la formation ainsi que les disparités et les insuffisances dans ce domaine, les statistiques disent qu'environ 70% des garçons contre 45% des filles ont la chance d'aller à l'école. Seulement 23% des étudiants du degré secondaire sont de sexe féminin ; le taux d'alphabétisation est de 75% pour les hommes et seulement 50% pour les femmes, alors que plus de 60% des femmes camerounaises ne savent ni lire ni écrire (2).

Quant à la fréquentation scolaire par exemple, l'écart entre les filles et les garçons se creuse considérablement à partir du secondaire. Ces discriminations provoquent vulnérabilités et frustrations chez la jeune fille. Au niveau de l'emploi, elle voit en conséquence ses chances d'accès à un travail qualifié et valorisé hypothéquées. Et le contexte politique et institutionnel est loin d'offrir des opportunités aux femmes.

Pour ce qui est de l'accès aux soins de santé, la conséquence la plus significative est une féminisation de l'épidémie du VIH Sida : près de 60% des cas d'infection sont féminins, dont 75% touchent les jeunes filles de 14 à 24 ans.

Enfin, la violence (physique ou symbolique) subie par les femmes concerne principalement des viols, des mariages précoces ou imposés aux jeunes filles au nom des traditions ou de la religion.

1. 4. Facteurs déterminants

La prégnance des inégalités et de la pauvreté à visage féminin trouve son origine dans la conjonction de facteurs structurels et conjoncturels. Structurellement, il s'agit d'un modèle idéologique de type patriarcal et patrilinéaire. En effet, l'organisation de la vie sociale actuelle, la répartition des rôles et des statuts entre hommes et femmes sont des aspects hérités de pesanteurs socioculturelles et de l'imaginaire collectif structurellement discriminatoire (3). Lorsque l'organisation, la gestion et le changement de la Cité étaient l'apanage de l'homme, la femme était reléguée aux tâches éducatives et aux travaux domestiques ; ces tâches

dévolues à la femme, d'une importance évidente, étaient cependant perçues comme anodines dans cette contrée, car circonscrites à une sphère « privée » et souterraine.

On décèle dans ce modèle une culture politique de sujétion, les relents de la hiérarchisation socioculturelle qui mettent la femme camerounaise, *a priori*, sous la tutelle de l'homme à qui la tradition et les codes de valeurs confèrent l'apanage de la production et de la maîtrise du changement. Dans le cadre de cette culture de la « suprématie masculine » (Friedman, cité par Schwartzberg, 1998), l'apport réel et bénéfique de la femme dans le processus de changement sociétal est dévalorisé, voire sous-estimé. Les traditions ancestrales mettent en place des mécanismes d'exclusion et d'inégalité, et le champ politique est le domaine masculin par excellence.

Par ailleurs, la société camerounaise traditionnelle était marquée par une forte solidarité qui se manifestait par la satisfaction des besoins de chacun. Les mutations de la structure de l'État ont modifié substantiellement les structures traditionnelles. Il s'est ensuivi une dissolution des identités collectives traditionnelles (familles, villages, etc.) avec la montée de l'individualisme, notamment dans les métropoles, avec comme conséquence la faillite des solidarités traditionnelles et mécaniques, ainsi que la paupérisation de la plus grande partie de la population.

Conjoncturellement, il s'agit de l'alignement du Cameroun sur le modèle économique orthodoxe néolibéral dans lequel le processus d'ajustement structurel et culturel économique demeure prioritaire, et la question du bien-être et de l'amélioration des conditions de vie des populations accessoires. L'objectif en soi : primat de l'économique sur le social ou plutôt déconnexion des dimensions économiques et sociales. L'être humain est d'abord apprécié en fonction de sa capacité à contribuer à la croissance nationale. Ainsi, on préfère par exemple soutenir la croissance industrielle et les services au détriment des biens sociaux (la santé et l'éducation) et des aspects importants (égalité de genre), non seulement en termes de qualité de la vie mais de productivité des ressources humaines. De même, le niveau de l'éducation des femmes, l'analphabétisme, l'absence de formation et de qualification professionnelle font des femmes une main-d'œuvre abondante et à moindre coût, notamment dans le secteur informel. Or c'est par l'acquisition de connaissances adaptées aux besoins et exigences du marché de l'emploi qu'elles pourraient emprunter l'ascenseur social

La neutralisation de l'État et la rationalité économique dictées par les créanciers internationaux amaigrissent les capacités redistributives et provoquent des problèmes de régulation sociale.

2. Stratégies et pratiques de survie des femmes Bayam-Sellam

En dépit de ce cadre peu reluisant de contraintes endo-exogènes, d'inégalités de genre et de pauvreté à physiologie féminine, les Bayam-Sellam, à l'instar des femmes camerounaises entreprennent individuellement et/ou collectivement des activités de "sécurisation existentielle" selon leur standard et territoire de vie.

2. 1. Cadrage et caractéristiques socioéconomiques

Rappelons que le terme « Bayam-Sellam » trouve son origine dans la rencontre de Bayam (de *to buy* anglais : acheter) et Sellam (de *to sell* : vendre) et désigne de façon générique les femmes revendeuses de denrées alimentaires dans les marchés urbains. Elles peuvent être classées en trois catégories qui travaillent dans une logique de chaîne et de filière d'approvisionnement « périphérie-centre » et « centre-centre ». La logique catégorielle est la suivante : les Bayam-Sellam productrices de village, les Bayam-Sellam relais villages-villes, et les Bayam-Sellam détaillantes fixes des villes. Les premières, encore appelées Bayam de proximité, sont présentes quotidiennement dans leur ménage et continuent d'assumer en

parallèle les autres responsabilités traditionnelles des femmes. Les deuxièmes sont celles qui habitent la ville mais se déplacent vers les marchés périodiques des petites villes selon un calendrier précis, en fonction des besoins d'achat et de vente. Quant aux troisièmes, qui habitent continûment en ville, elles s'approvisionnent chez les Bayam-Sellam relais et vendent au marché urbain, soit sur les comptoirs aménagés par les communes qu'elles louent, soit dans des espaces « sauvages » où elles étalent leurs marchandises. C'est dans cette catégorie que l'on trouve des Bayam-Sellam beaucoup plus scolarisées.

En dépit de la faible pertinence des données statistiques disponibles, on relève que l'intérêt des femmes camerounaises pour les activités génératrices de revenus n'est pas une donnée récente dans ce pays. Et, dans le contexte de délitement de l'État employeur-protecteur et de la dégradation du tissu économique, elles sont des milliers à pratiquer cette activité génératrice de revenus à travers tout le territoire camerounais afin de résister aux effets dévastateurs de la pauvreté et la de précarité. De même, dans le contexte de crise alimentaire globalisée où la « question de l'approvisionnement des villes africaines en produits agro-alimentaire demeure un enjeu majeur » (Hugon, cité par Fouda Ondogo, 2009), cette activité est capitale. Ainsi, les femmes Bayam-Sellam ont en moyenne la charge de 7 personnes avec un revenu journalier médian de 10 euros issus de leur activité économique. Le capital investi dans leur commerce varie entre 10.000 et 100.000 Fcfa à 150 euros (4). Aussi sont-elles confrontées à toute une série de privations et de discriminations.

2.2. Logiques et mécanismes de solidarité intra-groupale

Globalement, dans la société camerounaise, à l'occasion de naissances, de mariages ou de décès, on peut voir une organisation particulière s'atteler aux différentes activités et aux rites prescrits auxquels chacun doit se soumettre. Ces façons de faire diffèrent d'une ethnie à l'autre et, depuis les phénomènes d'urbanisation qui occasionnent un grand brassage culturel, deviennent spécifiques à un groupe social géographiquement proche. Ces différences, portant surtout sur le contenu, ne remettent pas en cause le caractère obligatoire de ces cérémonies qui ont en commun la lourdeur de l'organisation – impliquant un grand investissement physique – et un caractère onéreux.

On remarque ainsi qu'un report des funérailles peut être nécessaire pour laisser le temps à la famille non seulement de réunir l'enveloppe financière nécessaire à l'organisation de l'événement mais aussi pour commander et confectionner les habits et objets qui porteront la marque de l'événement – calendriers, éventails ou autres ustensiles décorés à l'effigie du défunt. Si ces cérémonies étaient faciles à organiser au départ, elles sont devenues de plus en plus difficiles à mettre en œuvre et nécessitent des ressources financières considérables, étant donné les différentes évolutions qu'ont connues ces sociétés marquées actuellement par l'individualisation et la monétarisation.

Devant ces nécessités, les femmes Bayam-Sellam ont imaginé une solidarité intra-groupale sur laquelle elles s'appuient financièrement dans la prise en charge de ces manifestations. De nombreuses crises conjugales et les problèmes psychologiques qui affectent notamment les femmes ayant des enfants à charge ont aussi amené les femmes Bayam-Sellam à développer des actions de médiation et d'écoute pour le maintien de la paix et l'aide à l'éducation des enfants. Dans ce cadre, toute la dynamique de solidarité est une construction sociale fondée sur le leitmotiv en langue Bassa : « *Wo wada u nkan bé jomb* », qui signifie en français : « une seule main ne peut pas faire ni défaire un paquet ».

Par ailleurs, ne bénéficiant pas d'une protection de l'État au niveau économique, les femmes Bayam-Sellam ont trouvé dans les tontines, systèmes de rentes collectives, un outil économique d'emprunt, d'épargne et de financement informel de leurs activités. Les tontines sont en effet l'expression d'une solidarité plurielle fondée sur les valeurs traditionnelles de

solidarité, de confiance réciproque, d'entraide et de respect mutuel des principes fondant les liens interpersonnels (Fouda Ondogo, 2009). Chacune peut adhérer à une ou plusieurs tontines, en fonction du type de solidarité développé.

Solidarité financière

Dans presque tous les marchés des villes du Cameroun, les femmes Bayam-Sellam ont créé des tontines localement appelées *ndjangui*. Elles regroupent des personnes qui cotisent de l'argent, donné à tour de rôle à chacun des membres selon un calendrier défini, et pour un montant qui reste souvent fonction des moyens. Les premières bénéficiaires remboursent une somme identique à celle qui leur a été versée par celles qui n'ont pas encore perçu leur remboursement. C'est un principe rotatif de distribution des prêts-emprunts. Les femmes Bayam-Sellam ont adapté les *ndjangui* aux besoins de leur milieu : denrées alimentaires, scolarisation des enfants, etc. Ces *ndjangui* permettent d'épargner afin de réaliser des objectifs personnels.

En marge de ces *ndjangui*, les femmes Bayam-Sellam ont presque toujours ce qu'elles appellent la « *caisse de secours* ». Il s'agit ici d'un fond commun que les membres alimentent par une quote-part selon une périodicité définie collectivement. Cet argent est destiné à venir en aide à chacune lors d'un événement heureux (naissance, mariage, baptême) ou malheureux (maladie, décès, etc.). Au-delà des objectifs économico-utilitaristes, il existe également des liens de solidarité qui se créent entre elles par le fait qu'elles ont des activités en commun. Le social est ici à placer au même niveau que le bénéfice matériel. C'est ce qui explique le slogan « *Wo wada u nkan bé jomb* » que plusieurs tontines et caisses de secours portent dans les marchés de Douala et de Yaoundé et qui veut dire, en d'autres termes, qu'il faut être en groupe pour lutter contre les aléas de la vie.

Solidarité pratique et morale

Au cours des réunions, les différentes tâches sont réparties entre les membres du groupe : accueil, activités culinaires, courses et nettoyage, causeries éducatives par les plus « instruites ». Cette solidarité se manifeste aussi par la prise en charge de l'animation culturelle et folklorique. Ce faisant, certains groupes d'animation des femmes acquièrent une certaine réputation au point de recevoir des invitations pour des cérémonies organisées par des personnes extérieures, ces activités leur procurant des revenus supplémentaires. Dans le cadre de la cohésion sociale, des actions de médiation pour le règlement de conflits familiaux ou la scolarisation des enfants sont organisées.

On peut penser que la réalisation de ces activités marchandes et pratiques sociales n'a qu'une incidence positive, mais à y regarder de plus près, on décèle des effets qui semblent pernicious pour les femmes tant en milieu rural qu'urbain.

Les pratiques commerciales inhérentes à l'économie informelle viennent s'encaster dans la vie familiale des femmes et les obligent à jouer sur les tableaux socioéconomiques et familiaux. En dehors des responsabilités et activités économiques, les femmes doivent en effet aussi s'occuper des tâches qui leur sont dévolues par leur statut socioculturel et le rôle social qu'elles jouent. La majorité des femmes Bayam-Sellam rurales, par exemple, travaillent tous les jours de la semaine, sauf le dimanche ou le vendredi, traditionnellement réservés aux pratiques religieuses. Leur budget temps est partagé entre les tâches domestiques, les travaux champêtres périodiques en compagnie de leurs époux, ainsi que les activités de l'association. Si leur journée commence bien avant le lever du jour, elles ne peuvent prétendre souffler qu'au-delà de 22 heures. Cette répartition du temps de travail est la résultante de la division sexuelle du travail, des normes socioculturelles qui prescrivent aux femmes un statut et des rôles précis dans leur société d'appartenance. L'homme peut souvent profiter du temps libre

alors que son épouse travaille sans répit. Les femmes, note à cet effet S. Charlier, gèrent avec une grande souplesse, les sphères productive et reproductive (Charlier, 2006).

De cette dualité résulte un supplément d'occupations journalières les transformant en agents à la fois du bien-être des membres de la cellule familiale et de la société, et plus largement, du développement. Ce qui leur confère une valorisation au sein de la famille, une reconnaissance sociale, et par voie de conséquence contribue à l'estime de soi.

Cependant, la prégnance de l'analphabétisme, le faible niveau de formation limite leur prise de conscience de la dimension genre et leur désir de dépasser le cadre familial pour impulser les changements structurels.

2. 3. Portée et limites des dynamiques féminines du secteur informel

L'économie, dans sa nature et ses pratiques, s'attache essentiellement à l'évaluation marchande des biens et des richesses et se place délibérément hors du domaine des relations intrafamiliales et sociales. Elle se présente ainsi comme *a priori* peu favorable aux femmes qui doivent concilier vie familiale et vie professionnelle, assumer des responsabilités matérielles (Guérin, 2003, p.12). Comment, dès lors, sans nier les initiatives d'économie populaire de ces dix dernières années des femmes infériorisées et marginalisées, garder une attention particulière aux réalités multiples des pratiques populaires qui oscillent entre attraction et répulsion de la part de la science économique classique et de ses corollaires politiques ?

L'intérêt suscité par l'économie populaire informelle et les pratiques des femmes les plus vulnérables est triple : outre le rôle qu'elles jouent dans le processus de socialisation, relevons leur apport économique et leur contribution au développement. Les bienfaits rejouent bien au-delà du seul groupe féminin, jouant sur la cohésion sociale, et questionnant le mode de développement importé.

Pratiquement, loin de chercher à s'insérer docilement dans un processus de modernisation du monde, les activités génératrices de revenus des Bayam-Sellam questionnent les catégories conceptuelles dominantes, ce qui plaide en faveur d'une économie tant « substantive » (5) qu'instrumentale. Ce style d'économie intègre différents types d'échanges marchands et non marchands dont la finalité est non seulement de combler les besoins non satisfaits par les pouvoirs publics et la sphère privée lucrative, mais aussi d'améliorer le bien-être subjectif des femmes et de leur famille.

Constituée des activités et des groupes dont l'objectif premier est la survie et la satisfaction des besoins de ses membres plutôt que la maximisation du profit ou l'accumulation, l'économie informelle constitue en ce sens le creuset d'initiatives communautaires et de pratiques d'économie endogène résultant d'une recomposition des dynamiques du secteur populaire par la réinvention du lien social et la réinscription d'une dimension non monétaire comme priorité de développement (Peemans, 2002).

Selon cet auteur, « l'une des causes de la résilience extraordinaire du « désir de lien social » en Afrique est sans doute à chercher dans la place spécifique qu'y occupent les femmes comme acteurs sociaux « omniprésents dans le silence », depuis des siècles. Elles sont (...) le pivot des relations entre marché, réciprocité et redistribution. Elles sont à la fois les agents de la reproduction de la vie biologique, des conditions de la vie matérielle, et elles sont au cœur de l'« économie d'affection ». (...) Ce qui montre en même temps que la question du genre est au cœur des enjeux contradictoires entre accumulation et développement ». L'auteur estime également que les « réseaux clientélistes d'accumulation » sont majoritairement un espace masculin alors que les femmes s'inscriraient dans des « réseaux horizontaux de sociabilité et de coopération » » (Peemans, 2002, pp.204-205)

Face à ces savoir-faire et savoir-être des femmes Bayam-Sellam, perçues par certains comme des « groupes de sortie de groupe » (Laurent), se pose la question suivante : les particularités de l'économie informelle mixte dans un contexte de sous-développement et d'affaiblissement de l'État, impriment-elles une orientation porteuse et durable d'un modèle alternatif de développement ? Ou alors ne s'agit-il que d'un palliatif sans suite significative administré par un État impuissant et dépendant de l'extérieur ?

Conclusion et perspectives

L'opérationnalisation du modèle néolibéral « du tout marché et moins d'État » comme solution vertueuse au service du progrès social et du bien-être des populations a échoué au Cameroun. Bien plus, elle a conduit à des situations de crises, d'exclusion, de privations multiformes et provoque la rupture Citoyens-État parce que l'État ne répond prioritairement qu'aux attentes et diktats des créanciers internationaux. Tout laisse à penser que l'importation de l'État minimal (le néolibéralisme réel), tout comme hier le *Welfare state* (le communisme réel), ne sont en réalité au Cameroun que des mythes du développement, voire de la violence symbolique Centre-Périphérie.

Dans ce contexte, plus exposées et touchées que les hommes par les déficits de l'*empowerment* étatique et par les lourdeurs socioculturelles, les femmes du secteur informel se mobilisent, s'organisent, mettent sur pied des activités ou alternatives substantives et deviennent un facteur capital de résilience associé à la lutte contre la féminisation de la pauvreté et au développement inclusif local.

Et, explicitement depuis quelques années au Cameroun, la représentation traditionnelle des femmes comme agents passifs de l'histoire et instruments soumis, relégués dans un rôle de reproduction, a progressivement perdu sa pertinence. Les dynamiques fondamentales des femmes, notamment celles du bas infériorisé et informalisé, dans les contextes de crises socioéconomiques continues et multidimensionnelles, de ruptures politiques, favorisent conséquemment l'émergence d'un regard nouveau quant à leur identité et rôle, et à l'impact réel de leur participation dans les luttes de survie, de sécurisation des besoins fondamentaux dans la société.

La dynamique des femmes Bayam-Sellam des marchés populaires de Douala et de Yaoundé s'inscrit dans le temps long de l'histoire camerounaise tout en se constituant comme une réponse à l'étranglement financier et à la modernisation insécurisée. Dans ce cadre, l'économie populaire informelle entrelace une activité et un mode de fonctionnement, sorte de trait d'union entre, d'une part, la pérennisation des normes ou la promotion de valeurs traditionnelles d'entraide et de solidarité – entre les membres et avec les démunis, – et d'autre part, la création d'une dynamique d'entrée dans la modernité importée, cristallisée par les activités marchandes, la volonté d'autonomisation individuelle et groupale.

La préoccupation majeure demeure dès lors : comment favoriser la prise en compte des intérêts stratégiques de ces femmes ? Cette préoccupation peut trouver un écho dans cette vision de Culter : la pauvreté a trois sphères, et la lutte pour en sortir devrait être menée sur ces dimensions. Il y a en effet, les besoins de base, les capacités tant individuelles que collectives, et les fonctionnements institutionnels qui, lorsqu'ils sont facilités par l'accroissement des capacités individuelles et collectives, permettent l'accès aux besoins de base. Lorsque cette boucle se ferme, on aboutit à un niveau de bien-être économique qui permet d'atteindre un certain niveau de développement inclusif du genre féminin (Culter, 1984, p.120).

Notes

(1) Les Bayam-Sellam sont des revendeuses de produits vivriers, des femmes infériorisées (Touraine, 2006), précarisées mais rebelles (Barbier, 1985), évoluant dans l'économie locale informelle, majoritairement peu, mal ou pas du tout formées ou qualifiées. Cette catégorie « socioprofessionnelle », exclue des circuits bancaires classiques est née avec l'essor de l'urbanisation au Cameroun et la nécessité d'approvisionner les villes en ressources alimentaires.

(2) *Annuaire statistique sur la situation de la femme au Cameroun*, 2009, publication du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, Yaoundé.

(3) Le phénomène de discrimination socioculturelle fait perdurer les schèmes de pensée qui stigmatisent les hommes (prédateurs et bourreaux...), et jettent un « voile d'ignorance sur les rapports de domination, de pouvoir féminin ».

(4) Source : la base de l'échantillon de recherche dans le cadre de la thèse de l'auteure.

(5) Prévost préfère parler d'économie substantialiste comme un bien en soi qui améliore directement la condition de la femme (in Fraisse L., Guérin I., Hersent M. (dir.), 2010, p.34.)

Bibliographie

BARBIER J.-C., 1985, *Femmes au Cameroun, Femmes rebelles, mères pacifiques*, Paris, Orstom/Karthala.

BADIE B., 2006, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.

BANQUE MONDIALE, 2006, Rapport en abrégé sur le développement dans le monde, « Équité et développement ».

CHARLIER S., 2006, *L'économie solidaire au féminin : quel rapport pour l'emporamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*, Thèse de doctorat en sciences sociales, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2006.

COURADE G. (dir.), 2000, *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala.

CULTER P., 1984, "The Measurement of Poverty: a Review of Attempts to Quantify the Poor with Special Reference to India", *World Development* (Elsevier), Vol.12.

FOUDA ONDOGO M., 2009, « Performance, financement et microcrédit dans les activités génératrices de revenus. Une étude empirique auprès des femmes Bayam-Sellam de Douala au Cameroun », in *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé*, 11^e Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, Trois-Rivières, Canada, INRPME.

FRAISSE L., GUÉRIN I., HERSENT M., (dir.), 2010, *Femmes, Économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Toulouse, Érès.

GUÉRIN I., 2003, *Femmes et économie solidaire*, Paris, La Découverte.

PEEMANS J.-Ph., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement "réel" dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan.

PNUD, 2010, *Rapport mondial sur le développement humain*.

SCHWARTZENBERG R.-G., 1998, *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien.

SEN A., 1999, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob.

SEN A., 2000, *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.

TCHOUASSI G., 2000, « Entreprendre au féminin au Cameroun : possibilités et limites », <http://www.entrepreneuriat.com/fileadmin/ressources/actes02/TCHOUASSI.PDF>.

TOURAINÉ A., 2006, *Le monde des femmes*, Paris, Fayard.

- WINTER G. (dir.), 2001, *Inégalités et politiques publiques en Afrique, Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, Karthala/IRD.
- YEPEZ DEL CASTILLO I., CHARLIER S., 2004, « Introduction », Atelier 4, *Genre et pratiques populaires des femmes. Contradictions et enjeux*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain.